



NOUS AVONS PASSÉ CINQ MOIS
AU CŒUR DE LA BRIGADE DES STUPS
DE CHARLEROI. **UNE GRANDE
ENQUÊTE PARIS MATCH AVEC LE
SOUTIEN DU FONDS POUR LE
JOURNALISME EN BELGIQUE
FRANCOPHONE**

PHOTOREPORTAGE **ROGER JOB**

*Vic, un enquêteur de l'ORA, au beau milieu
d'une culture illégale de cannabis découverte dans une habitation
de Marchienne-au-Pont. Les plantations fleurissent un peu partout
dans l'agglomération de Charleroi.*

PROFESSION: CHASSEUR DE DEALERS

A Charleroi, la réalité du trafic de stupéfiants dépasse parfois la fiction. Pour la comprendre, Paris Match s'est immergé durant cinq mois dans le quotidien de l'ORA. Trois lettres qui désignent l'unité de la police judiciaire locale, également connue sous l'appellation légendaire de « Brigade des stupés ». Sa mission: la chasse aux dealers. Planques, filatures, poursuites, interpellations: quinze enquêteurs ont accepté d'être suivis pas à pas. Ils nous ont confié leurs espoirs, leurs doutes et leur solitude parfois, face à l'innarrêtable business criminel de la drogue. Dangers, manque de moyens, faiblesse des pouvoirs publics, ces flics posent un regard critique sur leur travail. Mais ils nous parlent aussi d'un métier qu'ils pratiquent avec passion. Qu'importe leur étiquette de « cow-boys », ils croient à leur engagement au service de la population et se raccrochent aux victoires éphémères qu'ils remportent sur les narcotrafiquants des bords de Sambre. Cette semaine, la première partie du reportage: celui consacré au trafic de cannabis. La semaine prochaine: le trafic héroïne-cocaïne.



Roux, au petit matin. L'ORA investit une maison transformée en pépinière à cannabis.



Au terme de la perquisition, l'arrachage de centaines de plants de cannabis s'avère fastidieux.



La valeur marchande du résidu de marijuana saisi à Roux atteint près de 70 000 euros.



Shrek et Suédois démolissent l'installation sauvage qui alimente en électricité une plantation découverte à Dampremy.

QUAND LES PLANTEURS SE PLANTENT ET PÈTENT LES PLOMBS

Les trafiquants de cannabis pêchent souvent par gourmandise. Trop avides de profits plantureux, ils poussent au maximum la rentabilité des cultures d'intérieur. Gloutonnes, ces dernières consomment énormément d'électricité nécessaire à l'éclairage, la ventilation et l'ex-

traction. Avec une moyenne de quinze plants par m², certaines plantations consomment l'équivalent de plusieurs dizaines de ménages. Leur branchement sauvage sur le réseau public de distribution trahit parfois leur présence derrière les murs d'une habitation anodine.



Poussin en observation depuis un immeuble de bureaux du centre-ville d'où il suit les allées et venues de suspects.



Jack et un collègue interceptent et maîtrisent un dealer rebelle en pleine rue.



La confrontation peut être rude avec les trafiquants qui n'ont pas froid aux yeux.



La boulette d'héroïne ou de cocaïne. Elle est au centre de la lutte sans merci que se livrent flics et dealers. Cette fois, les premiers ont fait mordre la poussière aux seconds, impliqués dans un gros trafic au cœur de Charleroi.

LE CANNABIS RAPPORTE PLUS QUE L'HÉRO ET LA COKE

En Belgique, 1250 cultures de cannabis ont été démantelées en 2014 contre 37 en 2002. Cette floraison exponentielle s'observe également à Charleroi et dans les communes périphériques. De plus en plus de maisons appartenant à des propriétaires peu scrupuleux ou carrément complices abritent ces jardins extraordinaires hors sol. Derrière les façades aux

fenêtres occultées, des groupes criminels font pousser de la marijuana et fructifier un business extrêmement lucratif. Une plantation performante de 100 m² rapporte à l'année une moyenne de 500 000 euros. Pour les grosses organisations qui peuvent en posséder une vingtaine, le bénéfice est supérieur à celui du trafic d'héro ou de coke.

“NOUS SOMMES DES PROFESSIONNELS, PAS DES TÊTES BRÛLÉES. MAIS L’ACTION NOUS MOTIVE, CAR NOUS SOMMES DES FLICS, PAS DES FONCTIONNAIRES DE POLICE”

UN GRAND REPORTAGE DE **FRÉDÉRIC LOORE**

La tour vernissée de l’hôtel de police de Charleroi projette son ombre bleue sur l’ancienne caserne Defeld et le boulevard Mayence en contrebas. Tel un phare éteint dressé au cœur de la métropole sambrienne, elle offre un repère auquel s’arrimer dans une ville longtemps à la dérive, dont les efforts entrepris pour regagner les rivages de la prospérité sont en partie sabordés par les actes de piraterie et les naufrages quotidiens causés par la marée montante du trafic de drogue.

Au 13^e étage de la ziggourat carolo, des bureaux lisses et cliniques égayés par les murs pastel et les facéties de ses occupants : les membres de l’ORA. Trois lettres (pour Observation – Recherche – Arrestation) qui désignent l’unité de police judiciaire locale mieux connue sous l’appellation légendaire de brigade des stups. La silhouette urbaine postindustrielle de Charleroi se découpe en pointillé au travers des rangées de meurtrières vitrées. Au-dessus de la ligne d’horizon flottent le beffroi de l’hôtel de Ville, l’Université du Travail, la tour Albert et, par-delà le ring, métronome de la pulsation abrasive de la ville, le haut fourneau de Carsid à Marchienne-au-Pont, vestige crépusculaire d’une époque révolue où seul l’acier coulait dans les veines des Carolos.

Là où porte le regard, à 360 degrés depuis la tour de vigie policière, s’étend le territoire de chasse de l’ORA. La rengaine reggae de Gainsbourg nous vient en tête : « A la brigade des stups / idée fixe sur la chnouf ». Cette obsession tenaille pareillement la quinzaine d’enquêteurs (parmi lesquels deux enquêtrices) du groupe. Et pour cause : si la Sambre baigne Charleroi de ses eaux grises, un autre fleuve, d’une noirceur extrême et pourtant invisible, mais dont on perçoit la rumeur, l’inonde de drogue. Il y déverse en continu héroïne, cocaïne et cannabis, comme l’Achéron de la mythologie roule ses flots empoisonnés en enfer. Il se répand partout, depuis les communes pauvres de l’agglomération, tenues à l’écart des lumières de la ville, jusque dans les beaux quartiers aux demeures opulentes, en passant par le centre où la métamorphose urbanistique ne parvient pas à détourner le cours de la rivière mortelle.

Dans la métropole – la bande originale est toujours de Gainsbourg -, « les enfants de la chance qui n’ont jamais connu les tranes des shoots et du shit » sont toujours moins nom-

breux. En atteste Laurence Przyzlucki, coordinatrice de l’asbl « Le Comptoir » implantée dans le haut de la ville, laquelle offre aux usagers de drogues un espace d’accueil dans le cadre d’un programme d’échange de seringues : « Il y a vingt-cinq ans, je connaissais personnellement une cinquantaine d’héroïnomanes. A présent, j’en recense environ cinq cents, plus jeunes et davantage précarisés qu’autrefois. » Alors, « aux armes et caetera », parce qu’il faut « casser la gueule aux dealers »...

« LES STUPS, C’EST ROCK ’N’ ROLL »

La première ligne de front de la guerre des stups est occupée par Jack, Mario, Vince, Brutus, Poussin, Jo, Malo, Shrek, Yaya, Vic, Suédois, Gaëtan, Nac, Gégé et Léon. Ces pseudos cocasses derrière lesquels les membres de la brigade protègent leur véritable identité, ils y ont recours par esprit de malice en même temps que par souci de sécurité. « Un bon policier est d’abord un policier vivant », disent-ils sur un ton faussement amusé. De même, leur dégaine de dur à cuire, leur accoutrement de voyou et leur « parler cash », ce n’est pas pour correspondre aux codes véhiculés par le néo-polar, mais avant tout pour mieux se fondre dans l’inframonde hostile et dangereux du milieu de la came, régi par le soupçon, l’imprévu, la peur et la violence. D’ailleurs, en opération, il n’est pas rare qu’aux yeux des badauds, seuls le badge siglé « ORA » et le brassard « Police » parviennent à les distinguer de ceux auxquels ils passent les « pinces ».

Tous ces clichés de roman noir, en plus de leurs interventions souvent musclées, valent à ces flics de choc d’être vus comme des cow-boys. Jack, vingt ans de métier, inspecteur principal et l’un des quatre chefs d’équipe de l’unité, se défend toutefois de jouer au western urbain : « Nous sommes des professionnels, pas des têtes brûlées irréfléchies. Nos flags sont préparés avec soin, sur base de tout un travail d’information et d’analyse qui a lieu en amont, sans quoi nous ne pourrions pas déjouer la surveillance permanente des trafiquants », précise-t-il. « Maintenant, c’est vrai, on défonce des portes, on court sur les toits, on mène des courses-poursuites en bagnole, on

interpelle des dealers en pleine rue l’arme au poing, etc. C’est le boulot qui veut ça et j’avoue que j’ai choisi les stups parce que c’est rock ’n’ roll. L’action, c’est ce qui me motive, ainsi que les collègues, car nous sommes des flics, pas des fonctionnaires de police. »

Cet instinct de flic, c’est la marque de fabrique de l’ORA, dont le périmètre d’action est bien balisé. Remonter les filières criminelles, pister les « mules » (passeurs de drogue), mettre les « boss » sur écoute, démanteler les labos clandestins ainsi que les plantations de cannabis de plus de 2 000 plants, c’est le domaine réservé de la police judiciaire fédérale (PJF). Les stups carolos se concentrent sur le deal de rue et d’appartement, les plantations de taille plus modeste, les réseaux locaux. Il n’empêche, eu égard à leur trempe, alliée au fait que Charleroi est un centre névralgique du trafic de drogue sur l’axe de transit entre les Pays-Bas et la France, le parquet leur confie ponctuellement des enquêtes supralocales qui les conduisent à Bruxelles ou Anvers. La collaboration avec leurs collègues



de la Fédérale (surtout en matière d’écoutes téléphoniques) est excellente et nécessaire, mais tandis que la PJF mène ses investigations à pas feutrés et dépend des unités spéciales pour les actions de terrain, l’ORA est à la manœuvre de A à Z, au ras du bitume la plupart du temps. « Nous sommes fortement pro-actifs et autonomes », confirme Brutus, un inspecteur. « On n’attend pas l’infraction pour ouvrir un dossier. On cherche l’info. Lorsqu’on l’obtient, on monte des OBN (NDLR : observations), on procède à des écoutes, des filoches (NDLR : filatures), puis on interpelle. Le reste est aussi de notre ressort : perquis, auditions, saisies, contact magistrat, extraction de détenus, etc. »

Dans sa traque aux dealers, l’ORA peut se prévaloir d’un sacré tableau de chasse, même si son palmarès pâlit très sensiblement d’année en année au regard du nombre de mandats d’arrêt décernés : 197 en 2007 (un record !) contre 58 en 2014. Les causes de ce recul sont certes liées à la vigueur de l’action policière de même qu’à l’évolution de la manière d’opérer des narcotrafiants, mais c’est surtout du côté de la diminution

constante des moyens qu’il faut chercher l’explication du phénomène selon le commissaire Michel Houcke, le patron des stups : « Entre 1995 et 2015, pour cause de non-remplacement des départs naturels, le service est passé de vingt-six membres opérationnels à quinze », dit-il, alors même que la lutte contre le trafic de drogue figure parmi les priorités du plan zonal de sécurité. « A cela s’ajoute le fait que depuis 2010, en raison des difficultés financières rencontrées par la Ville, le personnel doit récupérer l’entièreté des heures supplémentaires qui étaient payées jusqu’alors. En outre, on nous demande d’éviter autant que possible de planifier des opérations de flagrant délit le week-end et les jours fériés. Par conséquent, nous sommes moins nombreux et moins présents qu’auparavant sur le terrain. Fatalement, nos statistiques sont en baisse, mais elles masquent l’ampleur réelle du trafic. »

A Charleroi comme ailleurs, le trafic de drogue est une matrice criminelle. Il engendre de nombreux autres faits infractionnels tels que les vols, les cambriolages, les agressions, la traite d’êtres humains, le blanchiment, le trafic d’armes... Les enquêteurs de l’ORA sont continuellement aux prises avec cette réalité parfois plus invraisemblable que la fiction la plus échevelée. Leur quotidien est fait d’attentes interminables, en salle d’écoute ou derrière des écrans de vidéosurveillance, en planque dans leurs véhicules ou depuis des postes d’observation improbables ; de négociations assomantes avec les informateurs ordinaires, tortueuses avec les « indias » (indicateurs codés) ; de confessions intimes en compagnie de « toxicos » aux vies effilochées ; de filatures à pied ou en voiture accrochés aux basques de « targets » toujours sur le qui-vive ; d’interceptions sous adrénaline de dealers potentiellement armés et dangereux ; de perquisitions à l’intérieur de gourbis infects ou, beaucoup plus rarement, d’adresses huppées, à la recherche de « boulettes » d’héro ou de coke ; d’auditions de suspects emberlificotés dans leurs mensonges qui jouent la montre jusqu’au bout de la nuit en tirant avantage des failles de la procédure de garde à vue.

Ils doivent aussi composer avec les magistrats chicaneurs ; les arcanes de la procédure ; les oreillettes en panne et

l’argent qui manque pour les remplacer ; les difficultés pour obtenir le renouvellement des jeux de plaques d’immatriculation de leurs véhicules banalisés que les narcos connaissent par cœur ; l’invraisemblable paperasse que la numérisation devait réduire, mais qui demeure, au contraire, et s’ajoute même à l’encodage informatique... « Tous ces obstacles, à la longue, c’est minant et décourageant », confie Jo, inspecteur lui aussi. « On a parfois le sentiment de ne pas être entendu, notamment par le politique. Je ne crois pas qu’il y ait une volonté de nous empêcher de faire notre boulot, la faute incombe plutôt à la lourdeur du système. C’est bien parce qu’on aime ce qu’on fait et que l’ambiance dans l’équipe est excellente, sans quoi on aurait lâché l’affaire depuis longtemps ».

Certaines arrestations à haut risque nécessitent l’intervention du Groupe de Sécurisation et d’Appui (GSA).

A 10 EUROS LE GRAMME, LE CANNABIS ENRICHIT LES TÊTES DU TRAFIC QUI L'ÉCOULENT PAR KILOS, COUPÉS POUR ALOURDIR LE PRODUIT ET PLUS ENCORE LEURS PROFITS

KINGSTON SUR SAMBRE

5 h 30, ce matin-là, en salle de briefing. Le buvard de la nuit finissante achève d'absorber les étoiles. L'opération «Tolstoï» est lancée. Le dramaturge russe doit à Mario, un autre des inspecteurs principaux, de voir son illustre patronyme rattaché à une action qui vise une maison de la rue de la Paix à Roux. C'est à croire, du reste, que l'équipe du jour part en guerre, chaque homme ayant revêtu son gilet pare-balles et quelques-uns emmenant un attirail de défonceur : une masse, un bélier, un pied-de-biche, une pince-monseigneur.

Trente minutes plus tard, une habitation ordinaire, inscrite dans l'alignement morne des façades du quartier. La porte d'entrée cède au premier coup de boutoir. L'avertissement «Police!» retentit dans le hall d'entrée où s'accrochent des remugles de cannabis. Les policiers s'engouffrent à l'intérieur, pistolet au poing, et se répandent aussitôt dans chaque pièce. L'endroit est désert, mais il arrive fréquemment qu'un «blédard» armé joue les chiens de garde afin de prévenir les éventuelles razzias de bandes rivales. L'ORA vient de débouler au beau milieu d'une plantation de cannabis, semblable à beaucoup d'autres qui fleurissent un peu partout dans l'agglomération de Charleroi.

Depuis 2010, le phénomène des cultures illégales de la fameuse plante psychotrope explose en Belgique. La police en a démantelé quelque 1 250 l'année dernière contre 37 en 2002. A la suite d'une modification de la législation hollandaise limitant le nombre et la taille des plantations licites, les organisations criminelles basées aux Pays-Bas ont commencé à étendre massivement leurs surfaces de production outre-Moerdijk. En Flandre, surtout, et puis de plus en plus en Wallonie. La production alimente le marché belge, mais aussi français en partie, spécialement dans les régions frontalières où se répercute la forte demande du nord de l'Hexagone. «La législation française en matière de stupéfiants étant bien plus répressive que la nôtre, les producteurs hollandais installent leurs plantations chez nous», explique-t-on à la section stupés de la PJF de Charleroi.

La fouille méticuleuse matérialise les craintes des policiers : le «garde», repéré lors des OBN, s'est envolé et la récolte a manifestement déjà eu lieu. C'est pourtant l'imminence de

celle-ci qui avait poussé Mario et ses hommes à passer à l'action. «Il me revenait du milieu qu'il fallait agir rapidement. On a fait au plus vite, mais pas encore assez», concède l'inspecteur principal qui ajoute : «Lorsqu'on a du temps devant nous, on renforce la surveillance, on place des caméras qui permettent la prise de vues automatiques, le but étant d'identifier les auteurs de la structure criminelle, d'enregistrer un maximum d'agissements, pour ensuite taper au bon moment.»

«Taper» juste, c'est ce que l'ORA avait réussi quelque temps auparavant, à Dampremy, et qu'elle réussira de nouveau un mois plus tard, à Marchienne, mettant au jour deux plantations matures d'approximativement 1 000 et 500 plants. La multiplication de ces cultures très «jamaïcaines» dans Charleroi et sa périphérie, transforme peu à peu la métropole en Kingston sur Sambre. Cette floraison exponentielle s'explique en partie par la disponibilité d'un grand nombre de maisons à bas prix appartenant à des propriétaires peu scrupuleux ou carrément complices, susceptibles d'abriter très discrètement ces jardins extraordinaires hors sol. Les contrats de bail renseignent le plus souvent des locataires aussi bidon que leurs documents d'identité, falsifiés ou volés. Derrière ce business plantureux, on trouve généralement le crime organisé marocain ou turc – les deux n'hésitant plus à s'allier désormais – dont les patrons utilisent des illégaux originaires du Maghreb (des «blédards») à la fois comme gardiens et comme cultivateurs des plantations.

A Roux, le matériel de culture, les sacs d'engrais, l'infrastructure d'illumination et d'extraction ne laissent planer aucun doute sur la nature de ce qu'on faisait pousser à l'abri des regards. De la cave au grenier, au mépris de murs porteurs abattus pour rentabiliser l'espace au maximum, la maison a été transformée en une parfaite pépinière à cannabis : isolants thermiques pour l'hygrométrie ; lampes à sodium et réflecteurs pour l'éclairage ; ventilateurs et extracteurs pour l'aération ; réservoirs et pompes à eau pour l'arrosage automatique... Toute cette jardinerie, outre qu'elle est plus dévastatrice qu'une mérule, se révèle terriblement gourmande en électricité. Pour escamoter le problème, la manœuvre la plus courante consiste en un branchement sauvage sur le réseau public de distribution. C'est là que les planteurs se plantent : «La surconsommation électrique, c'est le talon d'Achille des plantations, lesquelles, sans ça, sont pratiquement indétectables pour le voisinage», confirme Mario. «Il nous est déjà arrivé d'en démanteler une

qui consommait l'équivalent de 70 ménages ! Nous avons sensibilisé les agents antifraude d'ORES (NDLR : opérateur du réseau local) au phénomène et c'est maintenant souvent avec leur aide que nous les découvrons. Pour éviter de se trahir de cette façon, les grosses organisations criminelles ont recours à des groupes électrogènes alimentés au diesel. Mais à cause du bruit, elles sont obligées d'installer leurs cultures dans des endroits isolés, à l'intérieur de hangars, par exemple.»

En attendant le labo, les enquêteurs de l'ORA pénètrent dans une des pièces du rez-de-chaussée servant au séchage des plantes. Sous la lumière flavescente des spots, 6,8 kilos de marijuana (la fleur du cannabis, très concentrée en THC, le principe actif) reposent sur les séchoirs. Un résidu de récolte dont la valeur marchande avoisine tout de même les 70 000 euros à la revente en rue. Le chiffre en dit long sur la rentabilité de la culture, dont la surface exacte est déterminée par télémétrie. Le rendement varie selon que la plantation occupe toute l'habita-



tion ou pas, s'étage entre différents plateaux de maturation de manière à produire en continu, mais c'est de toute façon très lucratif. «C'est ce qui rapporte le plus. Davantage que l'héro et la coke», assure le gradé. «Ça dépend ensuite des plants utilisés. Sur une plante classique, on récolte une trentaine de grammes de marijuana. Mais certaines graines, dont le prix peut monter à 80 euros l'unité, vont produire des plants bien plus rémunérateurs qui donneront jusqu'à 500 grammes de marijuana. Selon une méthode de calcul standardisée, on estime qu'une plantation performante de 100 m² rapporte, à raison de quatre récoltes annuelles, une moyenne de 500 000 euros. Sachant qu'une petite organisation criminelle tourne avec trois plantations et que les plus importantes en possèdent parfois une vingtaine, ça donne une idée de leurs bénéfices colossaux.»

DEAL À « LA PLAGE »

«A tous, interception de T4!» L'ordre est lâché dans les radios. Le dispositif, statique jusqu'alors, s'ébroue soudain en direction du croisement de l'avenue de l'Europe et de la rue

Turenne, en plein cœur de Charleroi. Moins d'une minute plus tard, deux ORA maousses plaquent sur le trottoir l'athlétique «target numéro 4». Dans la foulée, des collègues neutralisent T5 et T6, partis au contact de clients dans le quartier. Le premier homme ciblé détient les clefs de l'entrée grillagée de ce que les policiers nomment «la plage», un immeuble d'habitations miteux devenu l'une des plus importantes places de deal en ville. Les centaines de «transacs», longuement observées par les équipiers en planque dans les parages ainsi que par le biais de divers moyens de surveillance, le confirment pleinement.

Les six targets, tous «blédards», vivent au premier étage, où une prétendue locataire belge voit débouler l'escouade de flics armés. «C'est classique», explique l'un deux en prenant part à la fouille, «il doit s'agir d'une tox qui loue à son nom et héberge clandestinement les dealers sans papiers en échange de sa drogue journalière». Pourtant, en dehors de l'unique occupant légal domicilié au dernier niveau, l'endroit devrait être vide, l'agence immobilière qui l'a racheté à un marchand de sommeil présumé l'ayant fait fermer et libérer des précédents squatteurs.

Cela n'a toutefois pas empêché qu'il soit reconverti en supérette de la drogue. On deale de tout ici et notamment de l'herbe et du «shit» (haschisch), en provenance très vraisemblable des plantations régionales aux mains de ceux qui fournissent également les dealers, issus pour la majorité des rangs de la cohorte d'illégaux descendus des montagnes du Rif marocain. A 10 euros le gramme, le cannabis sous ses différentes formes enrichit considérablement les têtes du trafic qui l'écoule par kilos, coupés de surcroît, pour alourdir le produit et plus encore leurs profits. La recette du jour, 868 euros saisis sur un seul des vendeurs, suffit à le démontrer, d'autant qu'ils semblent avoir épuisé leur stock de boulettes d'héroïne et de cocaïne.

Retour à l'«HP» (hôtel de police). A l'exception d'un seul, les suspects sont déjà connus du service d'identification judiciaire. Comme d'habitude, la valse des auditions va se poursuivre jusqu'à

une heure avancée de la nuit. «Des dealers pris en flag, un business cassé et le centre-ville débarrassé d'une place de deal, c'est ce que j'appelle de la bonne police judiciaire, simple et efficace, même si je sais que ça reprendra dès demain ailleurs. Au moins, on continue à occuper le terrain», conclut Jack. Devant lui et les autres, la perspective d'une récup' obligatoire. Il en profitera pour poursuivre l'enregistrement de l'album rock qu'il s'apprête à sortir avec le groupe dans lequel il officie comme batteur. Brutus retrouvera les jeunes nageurs qu'il entraîne, Vince ses footballeurs en salle, Jo remontera sur sa Harley et Poussin rejoindra ses copains marcheurs de l'Entre-Sambre-et-Meuse... Pour tenir sur le front des stupés, il faut pouvoir s'en échapper, retrouver l'arrière, où la paix des foyers et la distraction des hobbies aident à dissiper les alarmes. ■

Les clients consommateurs collaborent anonymement à l'identification des dealers.